

# IMPOSONS NOS REVENDICATIONS PAR LA CONVERGENCE DES LUTTES !

Les attendus du projet de loi El Khomri commencent à fuir dans les médias et leur solution pour inverser la courbe du chômage passe par plus de liberté pour licencier, par la destruction du droit du travail et encore plus d'argent public au profit des actionnaires.

Il ne manque ni d'arguments, ni de références ne manquent pas.

Ainsi nous aurions le choix entre :

- le modèle allemand issu des lois Hartz (réformes Schroeder) qui permettent aux entreprises de profiter d'une main d'œuvre quasi gratuite, entre subventions publiques et salariés pauvres ;
- et le modèle espagnol basé sur la liberté de licencier sans contraintes, sans préavis, où la durée du travail n'a plus de limite, où les niveaux de salaires, toujours plus bas, dépendent du bon vouloir du patron, où la précarité du travail rejoint celle de l'existence de millions de travailleurs et de leur famille.

Mélanger les deux et vous obtiendrez le cocktail libéral le plus abouti pour atteindre le nirvana patronal. Voilà la mixture infâme que Valls et ses ministres vont tenter de nous faire ingurgiter.

Les conflits sociaux explosent partout : les chauffeurs de taxis, les agriculteurs, les VTC, les salariés des services publics, la médecine libérale, les avocats, les salariés du privé, les enseignants, les cheminots, les salariés d'EDF, les retraités, etc. En dépit des gesticulations d'un remaniement qui ne dupe personne

**Le temps est au rassemblement le plus large, au-delà des alliances habituelles, partout et en tout point du territoire.**



et ne change rien au contenu de la politique antisociale en cours, cet exécutif à bout de souffle s'enferme dans son impasse libérale.

La prétention du patronat et de son gouvernement demeure dans la difficulté d'unification de la colère sociale et des mobilisations professionnelles, qui ont du mal à entraîner plus largement dans son sillage toutes celles et ceux qui souffrent au quotidien.

Les mobilisations syndicales des 26 et 30 janvier et du 4 février dernier s'inscrivent dans une dynamique revendicative qui ne demande qu'à prendre de l'ampleur. Le temps est au rassemblement le plus large, au-delà des alliances habituelles, partout et en tout point du territoire.

La contestation, les revendications sociales, les mobilisations sont nos armes pour combattre efficacement les politiques d'austérité de ce gouvernement et imposer notre choix de société.

La commission exécutive confédérale du 9 février dernier appelle avec d'autres organisations syndicales (Solidaire, FSU et l'UNEF pour le moment), à une journée de mobilisation interprofessionnelle dans la deuxième quinzaine de mars.

Les membres de la Direction fédérale, le Comité exécutif national, réunis le 11 février dernier à Montreuil ont décidé de s'engager pleinement dans cette dynamique revendicative et dans la réussite de cette journée de mobilisation !

Pour cela, créons les conditions du débat dans nos syndicats, avec les salarié-e-s, dans nos associations, dans nos quartiers, dans nos cités. Affichons notre conviction de transformation sociale et passons des mots aux actes !

# Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

Fuyant les guerres par dizaines de milliers, ils viennent trouver refuge dans ce qu'ils pensaient être le pays des droits de l'Homme. Dans ce pays emblématique de valeurs universelles de l'humanité, avec l'hypothétique espoir d'une vie meilleure.

Femmes, enfants, hommes, exilés des atrocités de leur pays, se retrouvent parqués dans des conditions inimaginables, bafouant les principes humanitaires les plus élémentaires. A Calais, Dunkerque ou ailleurs, la situation faite aux réfugiés est des plus scandaleuses. Des bénévoles de tous pays viennent apporter leur solidarité : ici on construit avec les moyens du bord une école, là un dispensaire, on tente de rendre supportable ce qui pour d'aucun ne le sera pas.

Les aménagements précaires risquent pourtant de disparaître sous les coups des bulldozers envoyés par la préfecture aux ordres de la république, pour évacuer celles et ceux qui ont vécu déjà l'insupportable et les entasser dans des containers, comme certains entassaient dans des wagons. Leur situation demeure très loin des préoccupations des gouvernants qui ne travaillent qu'à leur future réélection.

Leur intérêt se résume aux arrangements entre ami-e-s au détour d'un remaniement dont le seul but est de jouer « Placé » pour un maroquin ministériel tant convoité.

Leur seule réponse à cette détresse humaine est la répression policière ayant pour seul ordre de remettre ces malheureux dans le droit chemin du retour au pays où les attend une mort certaine.

Les puissants de cette Europe au bord du fascisme, se barricadent, hissent des barbelés, et exhortent la Grèce de stopper net, son accueil humanitaire sous peine une nouvelle fois d'un Grexit. Quelle belle leçon de solidarité, d'humanité nous est donnée par le peuple grec, martyrisé par les banquiers européens et leurs vassaux de la troïka, mais qui dans le dénuement le plus total, malgré la misère qui a gagnée chacun de leur foyer accueille syriens, irakiens,

africains, toutes celles et ceux qui fuient l'enfer de leur pays.

## Est-ce ainsi que les Hommes vivent ?

Les idées les plus réactionnaires, celles que l'on pensait ne plus revoir dans nos sociétés reviennent avec force dans les propos des « élites » politiques. Empruntant les chemins nauséabonds balisés par l'extrême droite, ils votent la déchéance de la nationalité, stigmatisant un peu plus celles et ceux qui sont censés à leurs yeux incarner le terrorisme.

La prétendue lutte contre le terrorisme est prétexte à une systématisation des interpellations au faciès, à des perquisitions à partir de dénonciation, à des violences policières qui se multiplient et bénéficient d'impunité judiciaire. L'état de droit disparaît pour devenir un état de l'arbitraire et de l'injustice, un état d'urgence policier et militarisé permanent. La loi du plus fort fait dorénavant force de loi !

Les médias en service commandé pour le compte du patronat et de son gouvernement, inondent les ondes d'immondices, de contre-vérités et de reportages trash aux relents d'une xénophobie qui ne se voile plus.

Les syndicalistes et militants sont pointés du doigt, arrêtés, jugés comme des criminels de droit commun, dangereux pour un système qui ne subsiste et ne survit que par les guerres qu'il crée et par la répression dont il abuse.

Le pauvre est un salaud, le privé d'emploi un profiteur, fainéant par nature, devant être sanctionné pour lui apprendre à chercher du travail, les individus au RSA doivent donner gratuitement de leur temps « oisif » aux associations et à des missions d'utilité publique ou privé, en somme travailler sans salaire.

Pour créer des emplois, il faut être libre de licencier, libre de précariser, c'est l'exigence portée par un MEDEF au nom de l'économie « moderne » du numérique mondialisé.



Le SMIC est une contrainte insupportable qui pèse sur les marges des entreprises, tout comme les cotisations sociales qu'il faut rapidement supprimer pour demeurer dans la course de la compétitivité avec l'Asie et les pays émergents. C'est ainsi que l'AFEP, le gratin du MEDEF représentant les 100 plus grosses entreprises, décline son modèle social. Le gouvernement prépare son futur projet de loi pour le mois de mars afin de répondre avec empressement et servitude comme un chien à son maître.

## Est-ce ainsi que les Hommes vivent ?

En dépit de leurs coups assésés, de leurs violences répétées, ils n'arrivent toujours pas à endiguer les élans de fraternité, de solidarité entre citoyens, cette Humanité qui ne cesse de croire et qu'ils tentent de masquer, de réprimer.

Ils n'arrivent pas à cantonner la montée des conflits sociaux toujours plus nombreux, toujours plus déterminés. Le site de notre Fédération se fait écho chaque jour de ceux qui ont lieu dans nos secteurs comme partout ailleurs. Alors oui, notre monde n'est pas condamné à une perpétuité de misère, d'exploitation, de guerres. Non, nous ne sommes pas condamnés à accepter cette régression sociale sans précédent. Les Hommes peuvent faire le choix d'une société de justice sociale, de progrès social et de paix.

Comme l'écrit Frédéric Lordon, dans le *Monde diplomatique*, à propos de nos camarades d'Air France : « un pays où les hommes du capital finissent en liquette est un pays qui a cessé de décliner, un pays qui commence à se relever. Dans la tyrannie du capital, comme en toute tyrannie, le premier geste de relèvement, c'est de sortir de la peur ! » •

# APPEL DES 9 ORGANISATIONS DE RETRAITÉ-E-S À UNE NOUVELLE MOBILISATION LE 10 MARS



Les organisations syndicales de retraité-e-s **UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR-CFE-CGC, SFR-FSU, UNIR-Solidaires et les associations de retraité-e-s FGR-FP, LSR, Ensemble & solidaires-UNRPA** se sont rencontrées le vendredi 29 janvier 2016 et ont décidé d'appeler à une nouvelle mobilisation le 10 mars.

Elles ont constaté, malgré l'état d'urgence, la mobilisation dans les départements le 24 novembre : manifestations et rassemblements lorsqu'ils étaient autorisés, transformation de manifestations prévues en rassemblements, conférences de presse ayant reçu un bon écho dans les médias, interpellations des parlementaires, audience auprès des préfets...

Elles ont pris acte des reculs sociaux sur les retraites qui risquent de s'accroître selon quelques rapports (OCDE sur l'âge de départ, Cour des Comptes sur la réversion, COR sur la situation des retraité-e-s en France).

**Les Organisations de retraité-e-s ont constaté, malgré l'état d'urgence, la mobilisation dans les départements le 24 novembre (...)**

**Elles décident d'amplifier la mobilisation commencée le 3 juin 2014 et de faire du 10 mars une nouvelle journée d'actions :**

- **De demander une rencontre à M. Sapin, ministre des finances**, sous forme de lettre ouverte, au sujet de la demi-part fiscale aux veuves et veufs, et de l'exonération de la majoration familiale, dont les importantes conséquences financières ont incité le gouvernement à décider de ne pas faire payer les impôts locaux aux personnes n'y étant pas assujetties les années précédentes. Elles revendiquent la remise en place de cette demi-part et de l'exonération de la majoration familiale.

- **De mobiliser le jeudi 10 mars** sur la revendication centrale du pouvoir d'achat en baisse à cause du retard grandissant entre la revalorisation de l'ensemble du système des pensions et retraites par rapport au salaire moyen, de l'augmentation de la fiscalité spécifique aux retraité-e-s, du poids grandissant des dépenses contraintes des personnes âgées, notamment en matière de santé.

**Elles revendiquent :**

- **une revalorisation des pensions en fonction de l'augmentation du salaire moyen et une pension au moins égale au SMIC revalorisé, pour une pension complète ;**
- **la défense des pensions de réversions et leur déplaçonnement dans le régime général.**

- **D'appeler les organisations de retraité-e-s dans les départements à se rencontrer**, afin d'amplifier la mobilisation et de préparer dès maintenant la mobilisation du 10 mars, manifestations, rassemblements, conférences de presse... •